

Symbiotics: l'impact de la diversification dans le cycle de la finance durable

samedi, 05.10.2019

Investissement durable. Pionnier du secteur, le groupe genevois Symbiotics souligne, par la voix de son CEO, l'opportunité d'un partage de l'expertise suisse avec la communauté financière, en préambule à la Semaine de la Finance durable qui se tient dès lundi à Genève.

Piotr Kaczor



Roland Dominicé, fondateur et CEO de Symbiotics, explique le rôle clé du secteur privé pour un pays qui, comme la Suisse, ne compte pas de grande banque de développement.

Le groupe de gestion d'actifs genevois Symbiotics, fondé en 2005, compte parmi les trois grands pionniers mondiaux de la microfinance, avec le groupe zurichois responsAbility et la société d'origine genevoise BlueOrchard. Les actifs sous gestion de Symbiotics s'élèvent à 2.2 milliards de dollars au 30 juin 2019. En préambule à la Semaine de la Finance durable qui se tient à partir de lundi à Genève, entretien avec Roland Dominicé, fondateur et CEO de Symbiotics.

Avec quel état d'esprit accueillez-vous la semaine de la Finance durable qui se tient à Genève ?

La Suisse réunit énormément de compétences, d'initiatives et de sociétés, basées en Suisse et à la pointe dans l'investissement durable. Qu'une semaine de la Finance durable se tienne à Genève est extrêmement positif. C'est une manière de visualiser ainsi la profondeur de notre savoir-faire dans ce domaine prometteur et en forte croissance. Et aussi l'occasion de partager, et de faire savoir cette expertise, avec la communauté financière en Suisse et à l'étranger. La dimension Développement, ou D, des Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'Organisation des Nations unies (ONU) est fondamentale dans tout le courant de la finance durable. Au bénéfice à la fois des pays qui recueillent ces investissements et de la valeur que cela apporte aux épargnants et aux caisses de pension. En particulier durant cette période de bas taux d'intérêts.

Toujours plus d'établissements bancaires et financiers adoptent les valeurs de l'investissement répondant à des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG). Avec quel impact sur la concurrence ?

La concurrence favorise l'innovation et stimule la croissance. La Suisse est, et de loin, leader dans la finance du développement, à la base des ODD formulés par l'ONU. Ce type d'initiative est par conséquent une manière de mieux relier les acteurs suisses spécialisés en finance du développement aux grandes banques, dans la recherche de produits pour leurs clientèles. D'autant que l'offre grandissante incite ces clients – caisses de pension ou épargnants privés - à aligner leurs investissements en portefeuilles sur les valeurs durables. Dans un contexte où la Suisse, malgré son niveau d'expertise, a relativement peu de moyens par rapport à de plus grands pays européens en termes d'aide publique au développement. La Suisse n'ayant pas de grande banque de développement comme l'Allemagne ou les Pays-Bas, les choses se font plutôt par le secteur privé, « par le bas ». Nous cherchons par conséquent en Suisse à mener un travail d'amélioration des conditions-cadres pour favoriser l'émergence de gérants privés dans ce domaine et, partant, la capacité des investisseurs privés à investir dans ces produits.

Crédit Suisse vient de présenter un objectif ambitieux pour cette année, en particulier dans l'asset management. Comment ressentez-vous l'engagement plus marqué des grandes banques dans ce secteur ?

Nous existons depuis 15 ans. Il se trouve que Crédit Suisse est l'un des premiers acteurs historiques dans la finance du développement, avec des fonds de placements dans ce domaine, au-delà de leurs points forts dans la finance durable. Nous avons aussi travaillé avec UBS plus récemment, sans négliger d'autres acteurs, Lombard Odier, LGT, Rothschild ou d'autres plus récemment. A l'étranger aussi. Si historiquement, notre croissance a été davantage portée par les pays germaniques et scandinaves, celle-ci s'est maintenant généralisée en Europe de l'Ouest.

Dans quelle mesure la clientèle privée fortunée contribue-t-elle à cet essor ?

Dans la finance du développement, ce sont les banques de développement qui ont lancé ce secteur il y a plusieurs décennies. Les clients privés ont pris le relais depuis une vingtaine d'années. Mais la plus grande part des investissements depuis dix ans provient en effet des investisseurs institutionnels : caisses de pension, assurances vie, etc. qui déploient évidemment beaucoup plus de moyens. Aujourd'hui, plus de deux tiers des investissements dans l'Impact Investing provient des investisseurs institutionnels

Quels sont les pays qui présentent les perspectives de croissance les plus prometteuses ?

Depuis 15 ans, notre allocation géographique est relativement stable : environ 30% en Amérique latine, un quart en Europe orientale, au Moyen-Orient et en Asie centrale. La région qui affiche la plus forte croissance est l'Asie du Sud-Est, en passe de recueillir un tiers de nos investissements. Marché en devenir qui enregistre la plus forte croissance mais à partir d'un seuil plus bas, l'Afrique sub-saharienne représente 5 à 15% de nos portefeuilles. La population de l'Afrique approche du milliard d'habitants et la Banque Mondiale s'attend à voir sa population doubler à deux milliards d'ici à 2050 et à 4 milliards d'ici 2100. Ce qui illustre le potentiel des besoins financement de ces pays et par conséquent beaucoup d'opportunités très intéressantes. Les infrastructures énergétiques font souvent défaut sur des pans de ces territoires, mais les énergies renouvelables permettent des progrès par sauts quantitatifs, ce l'on appelle « leap frogging ».

Est-ce que des freins entravent cette croissance ?

Ces pays présentent des profils de risques plus élevés mais notre expérience montre qu'en diversifiant bien nos investissements, le cycle est positif et nous n'y perdons pas d'argent, au

contraire, même si, dans les journaux, un pays ou l'autre paraît à risque. Dans l'ensemble ces territoires connaissent un développement économique extrêmement positif.

Une grande partie de notre travail consiste à informer et éduquer les investisseurs sur le profil de risque de nos investissements, qui peut paraître élevé quand on parle d'investir dans des pays à bas revenus, et dans ces pays au sein de petites entreprises informelles ou de foyers à bas revenus.

Nous pouvons montrer que la diversification confère à ces portefeuilles un profil de risque extrêmement faible. La volatilité sur nos investissements est de 50 points de base, 0,5%, donc extrêmement faible. Ce qui s'explique simplement par le fait qu'un portefeuille peut être diversifié en une cinquantaine de pays et chaque pays en trois ou quatre établissements ou intermédiaires financiers locaux qui ont chacun des dizaines ou des centaines de milliers de clients qui ont eux-mêmes des besoins de financements relativement modestes, et extrêmement liquides : par exemple des prêts à court terme remboursés chaque semaine.

Mais cette faible volatilité est calculée sur les rendements en francs ou en monnaies fortes ?

C'est une question très intéressante dans le sens où historiquement nos investissements sont couverts en dollars américains dans les portefeuilles. Mais plus récemment, surtout depuis qu'un découplage est apparu entre les taux d'intérêt américains et les taux européens et que les coûts des couvertures de changes sont devenus extrêmement onéreux, de plus en plus d'investisseurs nous demandent d'investir sans couverture du risque de change. Aujourd'hui, plus d'un tiers de notre masse sous gestion correspondent à des stratégies d'investisseurs en couronnes suédoises, en francs suisses ou en euros, directement exposées aux risques de change du som kirghize ou du riel cambodgien par exemple. Paradoxalement, la volatilité s'en trouve certes rehaussée à environ 5% mais avec un rendement plus intéressant.

Les crises ne poussent-t-elles pas les investisseurs à se rabattre sur les solutions AVEC couverture du risque de change ?

Il y a eu bien sûr un moment difficile lorsque le prix du pétrole a fortement chuté en 2014. Des pays exportateurs comme le Nigéria ou l'Azerbaïdjan ont connu d'amples secousses au niveau de leurs monnaies. Mais dans un portefeuille de 30 à 50 monnaies, les fluctuations s'égalisent et permettent de générer un rendement légèrement supérieur. L'intuition sous-jacente aux stratégies non couvertes est de se dire que vous allez payer 6% pour couvrir le risque de change alors que la dépréciation moyenne de ces monnaies dans un panier typique serait plutôt de 3%. Les stratégies non couvertes ne conviennent peut-être pas à un particulier qui investit à court terme et qui peut se contenter d'un rendement stable qui avoisine les 4%, sans s'exposer au risque de volatilité. Elles conviennent mieux aux investisseurs institutionnels qui investissent sur cinq ans voire dix ans. Une croissance de la population dans ces pays de 2 ou 3% par année, une croissance économique de 5-6% et de secteurs financiers qui enregistrent un essor de 15-20% par an, sont de nature, sur le long terme, à soutenir une évolution favorable de leurs monnaies.